



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ce-continent-invisible-des-travailleurs-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°75 > **Ce continent invisible des travailleurs du nucléaire**

---

**11 avril 2018**

## **Ce continent invisible des travailleurs du nucléaire**

**À l'occasion du 3ème Forum Social Mondial Antinucléaire qui se tiendra à Paris les 2-3-4 novembre, le Réseau "Sortir du nucléaire" animera, aux côtés d'autres associations et collectifs, un atelier avec et sur les travailleurs du nucléaire, qui sont les premiers touchés par la dangerosité du nucléaire et sont bien sûr en première ligne en cas d'accident. Nous souhaitons partager avec vous le message qu'Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé et spécialiste des maladies professionnelles, a adressé à ce sujet aux participants du précédent forum antinucléaire, à Tokyo en 2016.**



"Je voudrais vous parler de ce continent invisible des travailleurs du nucléaire, ceux qui font le travail et qui supportent les conséquences également invisibles d'un travail radioactif.

Environ 30 ans après le lancement du projet Manhattan aux États-Unis [1], une enquête est demandée par les autorités nucléaires à l'un des premiers épidémiologistes, qui travaille sur les maladies professionnelles, Thomas Mancuso. Il fait un travail remarquable de suivi des premiers travailleurs du nucléaire. En mars 75, il présente ses premiers résultats, d'abord dans des circuits scientifiques. Le risque de mourir d'un cancer chez les travailleurs exposés aux radiations se révèle 10 fois plus élevé que ce que laissaient présager les normes en vigueur ! Mais l'autorité nucléaire lui intime l'ordre de ne pas publier ces résultats, met fin à son contrat et lui confisque ses fichiers. Un incendie qu'on ne voudrait pas dire volontaire - mais pourtant - montre que 8 classeurs de dossiers de travailleurs sont brûlés. À partir de là, il n'y a plus aucune information sur les effets sanitaires concernant les travailleurs...

Ce qui se met alors en place, à peu près dans tous les pays nucléarisés, c'est la sous-traitance des travaux dangereux. Pour ce qui concerne les centrales, se développe une double division du travail avec les travailleurs statutaires qui vont uniquement avoir à préparer et contrôler les travaux, et toute l'activité réelle qui est supportée par ceux qui ne sont pas admis dans les statuts et qui travaillent pour des entreprises extérieures dans des conditions qui ne sont plus du tout les mêmes.

Cette division du travail entre les travailleurs statutaires et non statutaires est également accompagnée d'une autre division du travail, interne à la sous-traitance. Il y a ceux qui ont des tâches très importantes pour la sûreté, et là la radioactivité est relativement contrôlée. Ils sont plutôt moins exposés dans la gradation, ils sont à un niveau intermédiaire entre les agents statutaires et puis ceux qui vont faire les activités qu'on dit faiblement qualifiées. Je dirais que c'est du travail très qualifié mais très sous-estimé dans sa qualification, c'est le travail de décontamination, de nettoyage, de manutention, de calorifugeage, de robinetterie, de tri des déchets. Tout ces travaux, en fait, comme le résumait les travailleurs eux-mêmes, c'est prendre de la dose pour que d'autres n'en

prennent pas.

En parallèle, se développe une très forte précarisation, soit avec des contrats très courts pour certaines tâches très coûteuses en dose, soit ils vont être extrêmement mobiles et ils vont alterner des périodes où ils sont employés dans le nucléaire et d'autres périodes où il en sortent car ils ont atteint la limite de dose. Et puis, là comme ailleurs, on veut faire des économies et les temps de maintenance sont de plus en plus courts, les obligeant à travailler dans des conditions très pénibles au niveau temporel et de l'exposition. On n'a pas de chiffres, on sait qu'en France on en a entre 25 000 et 35 000 - la fourchette est large - qui travaillent dans la maintenance des centrales nucléaires.

Cette organisation, on la retrouve dans les gestions post-accidentelles. Pour Tchernobyl, entre 800 000 et 1 millions de soldats, ouvriers, pompiers ont été appelés pour travailler sur le toit du réacteur 4, pour protéger l'Europe de la destruction. La plupart sont morts ou sont tombés malades dans les années qui ont suivi. Et toutes les autorités sanitaires les ont exclus de leurs statistiques des conséquences sanitaires de la catastrophe.

Toujours dans le nucléaire civil, il y a aussi les mineurs qui travaillent en amont de la chaîne. En France, les conditions de travail et la manière dont ont été gérées les suites de l'exploitation minière ont été catastrophiques, avec beaucoup de maladies radio-induites sans vrai bilan. Beaucoup plus invisibles encore, il y a les mineurs des pays africains que la France avait colonisés. Non seulement il y a des répercussions sanitaires très fortes, pour eux-mêmes, mais également pour les villages autour des exploitations minières, car aucune précaution n'est prise pour extraire l'uranium. Toujours en amont du cycle, avant de mettre le combustible dans les centrales, il y a ceux qui préparent le combustible. En France, par exemple la Comurhex à Narbonne, filiale d'Areva, recrute des sous-traitants pour faire le travail sous irradiation. Ensuite on a tout le problème du transport. Les travailleurs du transport sont totalement invisibles et bien souvent non contrôlés, même quand ils sont exposés. Et puis il y a tout le problème des travailleurs qui travaillent sur la gestion des déchets. Et là, pareil, il n'y a aucun chiffre, aucune visibilité...



Il a fallu attendre pratiquement le début des années 2000, donc 30 ans après Mancuso [2], pour avoir une étude internationale de la mortalité par cancer, mais uniquement des travailleurs statutaires du nucléaire civil. Ont été exclus de cette étude les liquidateurs, les mineurs, la gestion des déchets, les transporteurs, mais aussi tout ce qui concerne le nucléaire militaire. Une étude extrêmement restreinte donc, sur une population de travailleurs très peu exposée. Je ne veux pas faire de procès d'intention, mais de la part des industries du nucléaire et des états nucléarisés qui ont financés cette étude, ils pouvaient espérer qu'il n'y ait pas de résultats significatifs en ne prenant que ces populations très peu exposées. Et pourtant, le résultat est accablant ! Avec une exposition externe à très faible dose, sur la durée de la vie professionnelle, c'est à dire sur 30 ans, une exposition cumulée à 19,4 millisieverts (une dose inférieure à la dose recommandée par la commission internationale de radioprotection pour une année qui est de 20 millisieverts), les décès par cancer sont 2 à 3 fois plus élevés que ce qui était attendu. Donc non seulement ça prouve quelque chose qu'on connaît depuis longtemps, le lien entre radioactivité et cancer, mais ça prouve surtout qu'il y a un continent de travailleurs invisibles, dont les maladies radio-induites ne sont absolument pas prises en compte.



Je m'adresse à tous ceux et celles qui participent à cette première rencontre internationale, qui est une formidable initiative des militants japonais et que je tiens à remercier ici. C'est une opportunité pour nous de briser l'invisibilité de ces travailleurs, de leurs conditions de travail, des maux dont ils souffrent et dont ils meurent. Notre objectif premier dans le mouvement pour la justice pour ces travailleurs, c'est de briser l'invisibilité qui les entoure. Le deuxième objectif, c'est de rétablir le droit, le droit à la santé, à la dignité, à la justice. Et je crois que le forum social pourrait se mobiliser pour que soit brisée l'impunité des responsables, de cette catastrophe planétaire, qui atteint en premier lieu les travailleurs. Et que soit enfin brisée cette impunité, que les responsables industriels et politiques de cette catastrophe, qui est un crime, aient à répondre devant un tribunal pénal au niveau national et international !"

Annie Thébaud-Mony sera présente à l'atelier sur les travailleurs au forum social. Plus d'infos sur le FSMA en 4ème de couverture. À l'heure où nous bouclons cette revue, le programme définitif n'est pas encore fixé. Pour connaître le jour et l'heure de cet atelier, rendez-vous sur

## Notes

[1] "Projet Manhattan" est le nom de code du projet de recherche qui produisit la première bombe atomique durant la Seconde Guerre mondiale. Il fut mené par les États-Unis avec la participation du Royaume-Uni et du Canada.

[2] Le chercheur Thomas Mancuso a montré dans les années 1970 les liens entre l'exposition à faible dose des travailleurs du site nucléaire d'Hanford aux États-Unis et la mortalité précoce par cancer chez ces travailleurs.